

CIBLE

Thaïlande

Certes, la royauté n'est pas possible dans tous les pays, et n'est pas la même sur tous les continents. Il est vrai que les monarchies européennes ont connu une évolution démocratique et laïque, alors que, dans les monarchies impériales ou royales d'Asie, le souverain reste un personnage plus ou moins sacré.

Pourtant, la fonction royale répond à une exigence partout identique de paix civile, de justice et de liberté. Ainsi en Thaïlande, où le roi Bhumibol a mis fin à la sanglante répression ordonnée par le général Suchinda, poussé ce dernier à la démission, ramené le calme dans le pays et amorcé une évolution démocratique du régime.

Il est significatif que l'intervention royale ait été précédée par de pressants appels au calme lancés par sa fille la princesse Sirindhorn et par le prince héritier. Qu'on ne dise plus que les familles royales sont faites pour le décorum, et que les rois n'ont pas de pouvoir dans le monde moderne : il n'en n'est pas de plus grand, et de plus bénéfique, que d'éviter la guerre civile.

Europe

UTOPIES ET RÉALITÉS

R.P.R.

**Chirac
piégé**

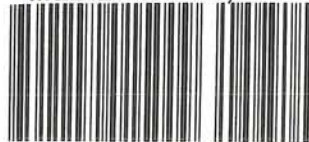
(p. 3)

Entretien

**Jean-François
Bensahel**

(p. 6/7)

M 2242 - 581 - 15,00 F



Le nouveau livre de Bertrand Renouvin

« L'amour discret de la patrie »

Ni livre-programme, ni dissertation savante, le dernier essai de Bertrand Renouvin est plutôt une sorte de conversation tantôt vive, tantôt ironique sur des sujets qui sont d'une brûlante actualité. C'est aussi un appel à tous ceux qui éprouvent un amour discret de la patrie à se mobiliser pour « sauver la politique ».

BON DE COMMANDE

Nom/Prénom :

Adresse :

Code/Ville :

commande ex. de « L'amour discret de la patrie » au prix de 125 F (prix franco) et joins le règlement à l'ordre de « Royaliste », 17 rue des Petits-Champs 75001 Paris.

DEUX RAISONS

Cela fait plus de deux ans que je connais la NAR et participe à ses activités. Mais depuis près de six mois, j'ai cessé de militer tout en continuant de recevoir et lire régulièrement *Royaliste*. Cet arrêt de militantisme a été d'abord caractérisé par une volonté de recul, puis un manque de motivation, voire une période de doutes. Ceci est la conséquence, outre des raisons personnelles, de deux raisons principales : l'attitude de la Maison de France et certaines prises de position de la NAR (dont une en particulier).

D'abord, l'attitude de la Maison de France est assez déroutante pour un royaliste, et peut-être plus largement pour un Français. En effet, les membres de la famille de France devraient s'ouvrir davantage sur l'actualité en affirmant ses principes au lieu de rester enfermés dans ses problèmes internes. A ce titre, force est de constater le courage de la princesse Chantal de France pour avoir pris la parole publiquement et être allée à la rencontre des médias, donc indirectement des Français. On regrette alors la réaction du comte de Paris au nom de la vieille et démodée « loi salique », réaction qui donne une image risible de la Maison de France à travers les médias s'emparant de l'affaire. En tous cas, la NAR est consciente de ce problème et a, selon moi, un point de vue juste et réaliste.

Cependant, dans un tout autre registre, à savoir le jugement sur les Verts, je trouve la position de la NAR non fondée. La NAR s'oppose systématiquement aux Verts, et va même jusqu'à les mettre sur le même plan que le Front National. Il est normal de combattre le fascisme et le racisme, et par conséquent de s'opposer au FN ; il n'est pas normal de refuser sans condition les écologistes que sont les Verts. En effet, les Verts posent le problème de l'écologie, donc de l'environnement, mais aussi de l'urbanisme. Sur ce point, bon nombre des vues des Verts de Paris sont identiques à celles de la fédération NAR-Ile-de-France: respect de la diversité sociale de Paris, refus de l'invasion des bureaux, réhabilitation des quartiers populaires, transparence des opérations financières et immobilières décidées par les élus... Certes, certaines propositions des Verts sont irréalistes ou simplistes. Certes, leur volonté de rester hors du jeu politique alors qu'ils participent à des élections peut agacer. Mais il est excessif de la part de Bertrand Renouvin de parler de « naturalisme fanatique » dans le « Royaliste » n° 576 ou encore de lier les notions de défense de la nature et pureté de la race dans d'autres éditoriaux. Ce n'est pas parce que certains théoriciens d'extrême-droite identifient l'écologie à la défense du sol et du sang français qu'il faut considérer les thèses des Verts comme incitatrices au racisme. Personnellement, je n'y crois pas. Je ne suis pas Vert, mais je suis sensible à ce que représente aujourd'hui l'écologie et je pense que la NAR a tort de mettre les Verts et le FN sur le même plan quand elle parle « d'une même négation de

la politique ». D'autant plus que, sans le savoir ou pas, la NAR a des positions communes aux Verts, à commencer par l'opposition au Front National !

O. L.M. (Paris)

AGRÉABLEMENT SURPRIS

J'ai lu attentivement la documentation que vous avez bien voulu me faire parvenir et je vous en remercie. J'ai d'ores et déjà été très sensible à la modération et à la très large ouverture d'esprit de vos publications. La qualité de vos intervenants, ainsi que leur diversité, tant au sein de votre bimensuel que pour vos réunions du mercredi, le prouve : la N.A.R. se refuse au sectarisme et aux discussions en vase clos qui condamnent tant de mouvements politiques aujourd'hui.

Pourquoi ne pas l'avouer ? Je suis (agréablement) surpris par tant de respect et d'intelligence. Sans doute la faute aux idées préconçues qui planent sur les royalistes ! J'ai pourtant été troublé de trouver, au détour de votre catalogue de livres, des oeuvres de Charles Maurras, penseur ultranationaliste et raciste s'il en faut ! Peut-être pourriez-vous me rassurer sur ce point ?

N.D. (Bagnolet)

ÉCOLOGIE (suite)

Je vous remercie très vivement d'avoir publié ma lettre sur l'écologie dans le n° 580 de *Royaliste* et d'y avoir répondu de façon approfondie.

Je puis ainsi m'assurer que, contrairement à beaucoup de gens, vous employez les mots « les Verts » pour désigner uniquement le parti d'Antoine Waechter, et que vos critiques ne s'adressent pas à Génération Ecologie ni aux associations. Mes doutes (qui expliquent la similitude-contradiction que vous relevez dans ma lettre) sont ainsi levés, et je constate que nos points de vue sont assez proches.

Portant sur le parti Vert un regard, certes extérieur, mais nourri de 20 ans de militantisme écologiste, permettez-moi de vous faire remarquer que la « mystique naturaliste » est loin d'être partagée par tous les Verts et qu'elle est même parfois davantage sous-jacente qu'explicite dans le discours d'Antoine Waechter. Celui-ci est souvent assez proche de celui des associations et de Génération Ecologie lorsqu'il s'agit de problèmes très concrets d'environnement.

Pierre SAMUEL
Professeur émérite à l'Université de Paris-Sud.

ANTI-MAASTRICHT

Puisque dans tous les partis se révèlent des opposants à Maastricht, il est normal d'en rencontrer aussi à la NAR et vous pouvez me

considérer comme tel. Au demeurant, il faut apprécier que vous donniez la parole aux contestataires avisés. Mais alors, pourquoi avoir attaqué Georges Marchais, Pierre Chevènement, Marie-France Garaud, Philippe Séguin et Philippe de Villiers que j'approuve entièrement sur ce chapitre. J'ajouterais Max Gallo qui a parfaitement vu l'impossibilité de la démocratie en dehors de l'espace national. En revanche, on ne peut y placer Le Pen, car c'est un faux anti-européiste qui attend le moment propice pour rassembler les « droites européennes » en vue de créer un parti fasciste européen.

En outre, si François Mitterrand a pris l'initiative de cet accord, nous dirons, sans entrer dans le fond du problème, qu'il l'a fait à cause d'une approbation probable chez une partie importante de l'opinion. Cela tient au fait que, un demi-siècle après et malgré la Résistance, beaucoup de Français continuent à souffrir d'un complexe d'infériorité consécutif à l'invasion de 1940. Aussi, les fileux et les souffreteux sont les européens, à commencer par Giscard qui en est le chef de file.

J. S.E. (Bidart)

DES TARTUFES PEUVENT EN CACHER D'AUTRES

Vieux lecteur de *Royaliste*, j'attendais avec impatience votre réaction contre le scandale numéro 1 de la révision constitutionnelle que nous est proposée à l'occasion des accords de Maastricht. Oui, c'est sûr, la NAR qui dès son congrès de 1985 réclamait à grands cris le droit de vote aux élections locales pour tous les immigrés, allait s'insurger, former un comité, appeler à manifester contre ce projet qui instaure et constitutionnalise (!!!) une discrimination raciale en matière de citoyenneté.

Et voici enfin la réaction attendue : une maigre colonne dans votre numéro 580 où vous poussez l'audace jusqu'à traiter de « tartufes » le P.S. et la gauche qui ont abandonné l'idée d'étendre le droit de vote à tous les étrangers sans discrimination raciale. Mais vous oubliez de balayer devant votre porte et votre acceptation résignée et honteuse du projet élyséen fait de vous d'autres tartufes ! Excusez ma violence, mais vous m'avez déçu.

N.P. (Lyon)

**D'accord avec nous ?
Alors adhérez à la
N.A.R. !**

Erre-péhère

La double inconstance

Maxime : les meilleurs pièges sont ceux que l'on tend à soi-même. Jacques Chirac en a apporté voici peu l'éblouissante démonstration.

Nous le disons aussi souvent que possible : par affinités historiques et intellectuelles, nous sommes plus proches des gaullistes que des socialistes. Et nous envisagerions volontiers un rapprochement politique avec un parti gaulliste si deux conditions étaient réunies :

1° Il faudrait qu'un parti gaulliste existe dans notre pays. Or nous n'avons, sous le signe du RPR, qu'un parti chiraquien.

2° Il faudrait que le parti chiraquien, qui abrite un certain nombre de gaullistes, ne soit pas dirigé par Jacques Chirac.

Pourquoi cette méfiance à l'égard d'un homme peut-être sympathique et sans doute généreux ? Parce qu'il est inconstant dans l'expression de ses idées et dans ses choix politiques. Double inconstance qui est désespérante, et qui compromet d'ailleurs l'avenir du président du RPR.

Le débat en première lecture sur la révision constitutionnelle a donné au pays tout entier le spectacle exemplaire de l'errance chiraquienne et des magistrales erreurs de jugement qui l'ont provoquée :

- D'abord, Jacques Chirac n'a pas vu venir son compagnon Philippe Séguin, ni mesuré l'ampleur de la dissidence que ce dernier allait provoquer lors du débat sur l'irrecevabilité. Comme le maire de Paris n'est pas un homme méprisant, on peut supposer qu'il a commis une faute d'attention, d'autant plus curieuse que le RPR est, par tradition, particulièrement sensible à la question de l'Europe.

- Ensuite, Jacques Chirac a cru qu'il pourrait maintenir l'union de l'opposition en préconisant l'abstention. Position qui était intenable pour trois raisons : du point de vue politique, un parti qui a vocation à gouverner ne peut refuser de s'engager pour ou contre des déci-

sions aussi importantes ; du point de vue stratégique, il était impensable que les centristes et les libéraux, européens convaincus, ne se mobilisent pas sur un tel enjeu ; sur le plan tactique enfin, M. Giscard d'Estaing tenait une belle occasion de damer le pion à son rival - ce qu'il s'est empressé de faire en annonçant que l'UDF-UDC voterait pour la révision.



D'où la logique implacable de ce qui a succédé. En annonçant qu'il voterait la ratification du traité de Maastricht tout en s'abstenant sur la révision constitutionnelle qui permet cette ratification, M. Chirac s'exposait à ne pas être compris. De fait, il ne l'a pas été. De plus, le président du RPR n'a pas pu éviter l'éclatement de son propre parti sur la question européenne puisque Philippe Séguin a entraîné trente et un membres de son groupe. Enfin,

l'opposition a été renvoyée brutalement à sa vérité interne, qui est celle de la rivalité entre MM. Chirac et Giscard d'Estaing et de l'affrontement des deux principales composantes de la droite sur un sujet capital.

Comme un malheur ne vient jamais seul, les explications données par Alain Juppé (1) n'ont fait qu'aviver les plaies. En regrettant l'attitude officielle d'abstention, le secrétaire général du RPR a implicitement critiqué le président du RPR, ce qui fait mauvais genre. En accusant M. Giscard d'Estaing d'avoir « décidé de casser la mécanique » de l'union de l'opposition, il a lui-même aggravé la tension tout en adressant à l'ancien président de la République un reproche dépourvu de fondement : ce n'est pas M. Giscard d'Estaing qui est responsable de la confusion intellectuelle de M. Chirac... pas plus que François Mitterrand n'est responsable de l'indécision et des erreurs de manœuvre du président du RPR. Les termes du débat sur Maastricht étaient clairs. Il fallait l'affronter en toute clarté.

Il reste qu'Alain Juppé dit vrai lorsqu'il observe que « l'opposition a gâché sa victoire » des régionales, et que le combat de ses chefs compromet les chances de la droite aux élections législatives de 1993. Mais croit-il sérieusement que la fin du débat sur Maastricht permettra à la droite de refaire son unité ?

L'affrontement entre MM. Chirac et Giscard d'Estaing est une donnée fondamentale, qui ne disparaîtra que par la mort politique de l'un des rivaux. Ce meurtre, toujours programmé et sans cesse différé, perturbe la vie de l'opposition, lasse le public, et exaspère les jeunes loups. Donnée certaine il y a deux ou trois mois, la victoire de la droite risque de devenir plus problématique.

Sylvie FERNOY

(1) cf. Libération, 14 mai.

Esbroufe

Tapie

Selon une chronologie que de mauvais esprits trouveront significative, deux « plans » gouvernementaux ont été annoncés qui visent à soigner le mal des banlieues : le premier consiste à envoyer toujours plus de policiers dans les endroits difficiles ; le second, dont Bernard Tapie avait assuré la promotion médiatique, permettra de dire, pendant la prochaine campagne électorale, que les socialistes ont mené une grande politique de la ville.

Bien sûr, il n'est pas encore prouvé que Tapie soit une copie socialisante de Georges Marchais, qui ridiculise tout ce dont il parle et salit tout ce qu'il touche : si le plan annoncé par l'homme d'Adidas pouvait apporter un peu de mieux-être dans quelques quartiers, il faudra s'en féliciter. Mais il y a cependant plusieurs raisons de s'inquiéter, quant à la cohérence et au sérieux du plan présenté :

- esquissée par *Banlieues 89*, qui n'a jamais eu les moyens de son projet de civilisation urbaine, une politique a été mise en oeuvre par Michel Delebarre et une loi d'orientation sur la ville a été votée. Or les décrets d'application de cette loi n'ont toujours pas été publiés.

- le plan Tapie n'est assorti d'aucune précision quant au financement des opérations envisagées.

- la plupart des groupes privés évoqués par l'ancien ministre n'avaient pas été informés du rôle qu'on voudrait leur faire jouer.

Très occupé par l'avenir d'Adidas, par les affaires du football, par celles de la région Provence-Côte d'Azur, par ses démêlés judiciaires, notre cumulard de charme n'avait pas eu le temps de veiller aux détails de l'opération...

Maintenant que Tapie est tombé sur une sale affaire, son successeur aura la lourde tâche de donner une réelle consistance au projet !

Y.L.

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Courrier - p.3 : La double inconstance - Tapie - p.4 : Pour une politique volontariste - p.5 : Le saut de Rhodes - p.6/7 : Non à Feuropéisme béat - p.8 : Libérer le travail - p.9 : Idées - p.10 : La tragédie cathare - un coeur simple - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : le bon usage d'une révision.

REDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : (1) 42.97.42.57
Dir. de la publication : Yvan AUMONT
Comm. parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (100 F), six mois (185 F), un an (270 F), de soutien (500F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Pour une politique volontariste

L'économie doit permettre aux êtres humains de vivre et d'échanger selon une organisation et des règles favorisant le meilleur partage possible. Elle ne peut être livrée à elle-même comme le soutient le capitalisme libéral, car, en ce cas, la richesse se trouve livrée à quelques groupes de personnes qui y retrouvent seuls puissance, impunité et luxe.

L'économie doit rester un moyen permettant à chacun de vivre décemment donc doit être maîtrisée par les élus qui décident de la politique et des inflexions à y apporter.

C'est ainsi que des esprits malicieux et un rien déléteres (1) évoquent la possibilité d'une réévaluation du franc par rapport au mark. La sinistrose ne doit pas faire place à une euphorie suicidaire. Au contraire, il faut profiter des rares mais réels avantages d'une politique économique qui nous a coté trois millions de chômeurs pour appliquer une politique économique volontaire plus indépendante.

Le vice des traités de Maastricht, qu'il faudra sans doute signer faute d'une alternative crédible, est d'avoir oblitéré le facteur social et humain. Un des critères économiques essentiels à retenir est le taux de chômage. Le chômage, c'est la peste de l'économie, c'est la désintégration du lien social, c'est la révolte de demain qui désorganisera cette belle mécanique apparente.

Il ne faut pas réévaluer le franc mais profiter de sa bonne santé pour s'attaquer au taux de chômage par l'activité économique. Le Conseil Economique et Social dans son dernier rapport de conjoncture présenté par M. Marchelli, a proposé une politique de relance de l'économie par un déficit budgétaire volontairement décidé en investissant dans des secteurs d'activités clefs tels que les Travaux Publics (rail, autoroutes, routes...) et le bâtiment au travers de la construction de « logements intermédiaires », entre HLM et secteur libre, pour désengorger le secteur HLM, celui-ci

conservant anormalement des habitants dont les revenus leur permettraient de résider dans ces nouveaux logements.

Ces secteurs d'activité créent des emplois. Créer des emplois normaux soulage les divers organismes sociaux par les allocations à ne plus payer et les cotisations sociales nouvelles encaissées, stimule la



◆ Investir largement dans les Travaux publics.

consommation donc la production, l'emploi et les recettes fiscales. D'autres mesures en direction de l'environnement, en plus de l'effort qualité, aurait le même avantage en s'attaquant au domaine des déchets, de la qualité de l'eau et de l'économie d'énergie.

Economiser l'énergie, c'est aussi réduire davantage le déficit de la balance commerciale qui est dû, notamment, au coût en dollars du pétrole. Cet aspect semble plaider pour une réévaluation du franc.

Mais c'est oublier qu'un franc trop fort face à un dollar et un yen exagérément faible abaisse la compétitivité commerciale de nos produits. Au moment où celle-ci est évidente, alors que les possibilités de croissance de nos ventes à l'étranger sont quasiment nulles, il convient d'alimenter la croissance par la consommation intérieure.

C'est pourquoi également le C.E.S., soulignant la perte du pouvoir d'achat des prestations familiales, a recommandé une augmentation significative cette année de ces prestations. La mesure d'extension de l'allocation de logement, sous condition de ressources, à tous dans les agglomérations de 100 000 habitants depuis janvier 1992, va dans le bon sens, en attendant son extension sur toute la France en 1993.

Le besoin de capitaux dans le monde entier et la puissance du mark, du dollar et du yen ne nous permettent pas de miracle dans le domaine de la baisse des taux d'intérêt. Seule la monnaie unique européenne pourrait obliger l'Allemagne à une baisse des taux d'intérêt, l'Ecu devenant l'une des trois monnaies dominantes. La relance de l'investissement ne peut donc pas être obtenue de cette manière actuellement. Par contre, une relance économique, telle que définie plus haut, ne serait pas inflationniste, éviterait une réévaluation sans avantage du franc et dynamiserait les entreprises. La force des entreprises japonaises est aussi dans l'importance de leur marché intérieur qui rend plus compétitifs à l'extérieur leurs produits dont les coûts d'investissement sont amortis avant exportation.

Il est maintenant possible de mener une telle politique qui alimenterait, in fine, les caisses de l'État. Un gouvernement socialiste serait coupable de ne pas l'engager.

Jean-Jacques BOISSEROLLE

(1) Voir « Et si le franc était réévalué ? » par Erik Izraelwicz dans « Le Monde » du 5 mai 1992.

BRÈVES

◆ **ROUMANIE** : Deux mille personnes ont manifesté, dimanche 10 mai, à Bucarest à l'occasion du 126^e anniversaire de l'établissement de la monarchie demandant la démission du président Ion Iliescu et le retour du roi Michel I^{er}. Cette manifestation intervient quelques semaines après le retour triomphal du souverain dans son pays à l'occasion des fêtes de Pâques. Aux cris de « roi et patrie » et « A bas le communisme », les manifestants - parmi lesquels des responsables des partis de l'opposition - ont défilé pendant deux heures dans les rues de la capitale. A l'occasion de l'anniversaire de l'avènement du roi Carol I^{er} en 1866, le roi Michel a également adressé un message au peuple roumain, l'appelant à la réconciliation nationale. Par ailleurs, pour la sortie chez Michel Lafon d'un livre d'interviews, le roi Michel et la reine Anne seront à Paris le 25 mai. Outre des émissions de télévision, de nombreux entretiens politiques figurent au programme de leur visite.

◆ **GÉORGIE** : Invité à Londres par l'Association de la presse étrangère, le prince George Bagration, héritier du trône de Géorgie, a affirmé que « la restauration de la monarchie pourrait être une question de mois ». Présentant les grandes lignes de ce que serait une monarchie constitutionnelle, le prince a souligné qu'elle « est le seul pouvoir légal jamais contesté par le peuple géorgien, tandis que tous les autres systèmes ont été imposés par des forces étrangères... La restauration doit se faire par la volonté populaire - j'y tiens - par décision d'un parlement élu démocratiquement, pour que la monarchie puisse être le grand défenseur de la liberté, de la stabilité et des droits de l'homme ».

◆ **GRANDE-BRETAGNE** : Par un simple discours dans l'hémicycle comble du Parlement de Strasbourg où elle se rendait pour la première fois, la reine Elisabeth II a réconcilié les euro-sceptiques et les partisans de l'Europe outre-Manche. Citant Churchill et Monnet (dans un français parfait) la souveraine est venue apporter son soutien aux efforts « uniques dans l'histoire du monde » pour rassembler « la famille européenne ». Dans son vibrant plaidoyer, la reine a défendu le traité de Maastricht et prôné l'ouverture de la Communauté. « Nous nous efforçons tous de préserver la riche diversité des pays européens... Mais en même temps, il nous faut renforcer la capacité des Européens à agir sur une base européenne lorsque la nature même d'un problème exige une réponse européenne. C'est là l'équilibre nécessaire qui a été trouvé à Maastricht ». Enfin, refusant que la communauté soit « un club confortable aux portes closes », Elisabeth II a rappelé que « notre mission consiste à soigner et nourrir les vertes pousses d'un printemps démocratique ».

◆ **ESPAGNE** : Dans un entretien accordé à la Revue Espagnole de Défense, le roi Juan Carlos a défendu l'autonomie européenne en matière de défense sans occulter l'importance qu'il attache aux relations de l'Espagne avec les pays d'Afrique du Nord et ibéro-américains : « Il me paraît logique que l'Europe veuille faire entendre sa voix, sans oublier, notamment dans le domaine de la sécurité et de la défense, nos accords actuels et nos alliés transatlantiques avec lesquels nous avons établi une relation fructueuse et durable ». Le souverain espagnol a défini les trois axes de la politique étrangère espagnole : les pays du Maghreb et les pays ibéro-américains « frères » parallèlement à l'engagement de l'Espagne dans l'Europe.

Le saut de Rhodes

Lorsque le philosophe se fait expert en relations internationales, le diplomate à son tour doit-il philosopher ? Sans quitter Maastricht, prenons de la hauteur.



◆ L'Empire revient-il ?

La philosophie est « son propre temps appréhendé par la pensée » (1). Fukuyama reconnaît (2) qu'il ignore l'avertissement de Hegel selon lequel on ne peut pas davantage aller au-delà de sa propre époque et prédire le futur, qu'un homme ne pouvait jadis sauter par-dessus le colosse de Rhodes. La quatrième partie de son ouvrage sous ce titre « le saut de Rhodes » est consacrée aux effets de la « révolution libérale » sur les relations internationales. Il reproche aux « réalistes » néo-kissingériens ou aux théoriciens du déclin (Paul Kennedy) de s'en tenir à une analyse en termes de puissance valable pour le monde historique, aujourd'hui dépassée pour le monde post-historique. Nous avons déjà critiqué cette « théorie des deux mondes » lors de la guerre du Golfe (3).

Il convient désormais d'aller plus avant et tout en reconnaissant l'utilité d'une vision philosophique, d'un concept, pour que l'homme d'État ne soit pas qu'un sceptique voir un cynique, bien comprendre que la valeur des prescriptions ne vaut que dans le temps. A long terme, disait Keynes, nous sommes tous morts. La justesse d'une prophétie dans l'absolu n'empêche pas qu'elle intervienne trop tôt ou trop tard. Le fait que, selon Fukuyama, « la neutralisation politique finale du nationalisme ne puisse intervenir ni à notre génération ni même à la suivante n'affecte pas la perspective bien réelle de la fin de celui-ci », ne sert de rien à l'homme d'action. A terme humain, les dates, les délais sont tout. Si l'on ne peut agir sur les grandes masses de l'évolution, on le peut sur le rythme et sur les points d'inflexion.

A cet égard, il faut renverser la perspective. Les rythmes, les ruptures dans l'évolution générale sont, quant à elles, déterminées par la configuration externe des acteurs les uns par rapport aux autres, que par

décision Fukuyama appelle des « boules de billard ». Un pays peut se retrouver en position sans l'avoir voulu et inversement. L'école réaliste a pu sous-estimer les facteurs de politique intérieure dans la détermination de la politique étrangère. Il n'en reste pas moins que la possibilité même d'un droit international postule l'égalité juridique des États : non qu'ils soient égaux mais ils se font égaux. La boule existe donc indépendamment de son contenu, mais ce qui compte plus encore, c'est le billard. Les nationalismes, pour reprendre l'exemple de Fukuyama, ne sont pas tant un danger pour la paix européenne parce que le système d'alliances qui prévalait en 1914 ou la division des blocs depuis 1945 n'existe plus.

Certes, la démocratisation de l'Europe et le rapprochement de ses peuples du fait de l'imbrication de leurs économies, assurent également une stabilité qui ralentit la vitesse des mouvements et rend plus improbables les ruptures comme les renversements d'alliances. L'étalon de mesure à partir de l'en-dehors et du

multiple n'est pas pour autant dépassé.

La construction européenne est ainsi présentée comme « une incarnation institutionnelle » parfaitement adéquate de la « fin de l'histoire », à la suite de Kojève, le mentor de Fukuyama, qui avait abandonné l'enseignement philosophique pour la bureaucratie économique, la phénoménologie pour les tarifs douaniers, sans que l'on puisse réellement savoir s'il s'agissait pour lui d'une plongée dans l'anonymat du « dernier homme » ou d'une carrière nouvelle le faisant participer à l'élite de ceux, les négociateurs internationaux, qui vivent avec les manières d'une aristocratie, qui ont remplacé l'aristocratie. Les deux hypothèses figurent chez Nietzsche et sans doute parmi les commissaires européens, Delors en tête.

Les fondements philosophiques de l'idéologie européenne importent moins aujourd'hui que la forme et le rythme. Ainsi « le continu de Maastricht importe moins que le moment » (4). Quant à la forme, si

« l'Empire revient » que redécouvrent à la fois et en sens opposé la libérale fondation Saint-Simon et J.-P. Chevènement, tous deux faisant référence au Saint-Empire, mais également s'il s'agit de l'Europe napoléonienne, le tout est de savoir si c'est celle de « la grande politique » ou celle de l'administration des choses, de la « virilisation » ou du Code Civil, qui du patriotisme ou de la citoyenneté l'emportera ?

Parce que l'on n'a pas eu la chance (?) de voir passer Napoléon sous ses fenêtres (Hegel à Iéna - Octobre 1806) ou d'avoir un père né le jour du passage de Napoléon dans sa ville natale (Nietzsche à Eilenbourg - Octobre 1813), aux deux extrêmes de sa signification pour la Prusse (abaissement et relèvement), faudrait-il n'admettre d'autre horizon que celui que l'on aperçoit des fenêtres de Berlaumont ? Les maréchaux de Napoléon plus chers à Nietzsche avaient sans doute plus fière allure que les eunuques de Bruxelles qui inspirent l'ennui de Fukuyama, mais l'oeuvre des préfets d'Empire n'est-elle pas celle-là même qui inspira la vision d'Hegel ?

Encore une fois, c'est la configuration externe du monde qui en décidera. L'Europe de Maastricht s'apparente à ces « constructions cyclopéennes » dont parle Nietzsche où la démarche compte plus que la fin car c'est là que se situent la liberté et partant la lutte de pouvoir : « on n'a pas le droit, écrit Nietzsche, de juger trop sévèrement les ouvriers du présent s'ils décrètent à grand bruit que le mur et l'espallier sont à eux seuls la fin et le but dernier ; c'est qu'en effet personne ne voit encore le jardinier et les arbres fruitiers pour lesquels l'espallier est là » (5).

Yves LA MARCK

(1) Hegel, « La philosophie du Droit ».
(2) Fukuyama : « La fin de l'histoire et le dernier homme ».
(3) Royaliste n° 544.
(4) Thomas Ferenczi - Le Monde du 6 mai.
(5) « Humain trop humain ».

Jean-François Bensahel :

« Non à l'europhisme béat ! »

● **Royaliste :** Vous ne semblez pas partager l'optimisme des pouvoirs publics en ce qui concerne la construction européenne...

Jean-François Bensahel : Il faut en finir avec l'europhisme béat. Certes nous sommes tous des Européens car il y a une unité géographique et spirituelle de l'Europe. Il me semble que les Européens ont aussi en commun l'idée que l'histoire a un sens, qu'elle est orientée par ce qu'on peut appeler, faute de mieux, le progrès. Mais, cela dit, il faut se demander pourquoi les Français sont devenus des europhes béats. Car c'est bien là une particularité française : nous nous passionnons pour les grandes idées, pour les causes nobles, désintéressées, et beaucoup, parmi nous, ont tendance à privilégier les idées au détriment de la « chair » qu'il y a autour, à prendre au pied de la lettre les discours sans voir les intérêts qu'ils recouvrent, les volontés de puissances qui s'y trouvent masquées. Ni en Allemagne, ni en Italie, ni en Espagne je n'ai observé cette rêverie européenne : nos partenaires ne sont pas européens comme nous le sommes. Et c'est nous qui faisons fausse route.

● **Royaliste :** Pourquoi ?

J.-F. Bensahel : Nous nous laissons trop souvent prendre par les beaux discours. Quand on regarde les échanges internationaux, on s'aperçoit que ceux qui se réclament le plus du libre-échange sont ceux qui le pratiquent le moins. Ainsi, les États-Unis font coïncider une législation libre-échangiste et tout un dispositif qui leur permet de sanctionner le Japon (souvent), ou encore l'Indonésie, le Brésil, le Mexique... Le commerce international est une question politique, et non pas idéologique comme nous le croyons.

Il en est de même pour l'Europe. Voici quelques années, j'ai établi l'organigramme de la Commission

européenne : les commissaires, les grandes directions etc... Or je me suis aperçu que l'Europe qu'on nous présentait n'était pas du tout celle que je voyais en train de se construire. Quelques exemples : actuellement, c'est un Français, Jacques Delors, qui dirige la Commission, et une Française (Madame Scrivener) s'occupe de la fiscalité - domaine dans lequel les décisions sont prises à l'unanimité, ce qui signifie que son pouvoir est très encadré. Mais c'est un Anglais qui s'occupe des questions de concurrence, c'est un Allemand qui est chargé des relations industrielles et du marché intérieur : or dans ces deux domaines très importants les décisions se prennent à la majorité qualifiée, ce qui signifie que le pouvoir d'influence des commissaires est très important.

● **Royaliste :** Vous semblez penser que les commissaires européens sont en fait les « agents » de leur pays...

J.-F. Bensahel : Non, je ne pense pas que ces commissaires soient placés pour défendre les intérêts de leur pays. Absolument pas. Mais il y a des cultures nationales, qui influent sur les décisions. Or les Français ne sont pas plus présents parmi les commissaires que dans les directions générales où se prennent effectivement les décisions - par exemple la D.G.1 pour les relations extérieures, la D.G.3 pour le marché intérieur, la D.G.4 pour la concurrence. Les Français s'occupent des relations Nord-Sud, des relations méditerranéennes et de celles avec les Pays Arabes et le Moyen-Orient. Les Anglais, quant à eux, s'occupent de tout ce qui touche aux relations commerciales multilatérales (GATT), et il y a des Allemands dans tous les autres postes importants : le Directeur général est allemand, et ce sont ses compatriotes qui gèrent la politique anti-dumping - et qui veillent par conséquent à ce que l'Europe soit ouverte aux entreprises allemandes.

● **Royaliste :** Ces tendances se retrouvent-elles à tous les niveaux de décision ?

J.-F. Bensahel : Oui. A la direction générale chargée du marché intérieur - domaine où les décisions se prennent à la majorité qualifiée - c'est un Allemand qui s'occupe de l'acier, et les Anglais s'occupent des marchés publics - donc veillent à ce que les États n'avantagent pas leurs propres entreprises fidèles à leur propre culture. Les Français s'occupent de la direction générale chargée de l'agriculture et de celle qui est chargée de l'emploi - deux domaines dans lesquels les décisions se prennent à l'unanimité ou pour lesquels la commission a un pouvoir propre. Cela signifie que la France investit des domaines qui ne sont pas très porteurs, et où le pouvoir d'influence joue moins. C'est grave parce que, dans la CEE, les États

cherchent à défendre leur vision du monde : les Allemands sont sincèrement attachés à la liberté d'entreprise, les Anglais défendent l'idée du marché libre, de la totale liberté d'établissement, et les Français défendent ce à quoi ils sont attachés pour des raisons culturelles : les affaires sociales et l'agriculture. En fait, l'Europe enseigne une chose, c'est qu'il y a des nations, c'est qu'il y a des traditions et des cultures nationales !

● **Royaliste :** En ce cas, à quoi sert l'Europe ?

J.-F. Bensahel : A cette question, on répond souvent que l'Europe sert à empêcher la guerre. J'ai appris quant à moi que c'était la dissuasion nucléaire qui empêchait la guerre... L'argument doit être relativisé. Je crois plutôt que l'Europe sert à réveiller les pays qui manquent de dynamisme : il semble que c'est

pour cette raison que le général de Gaulle n'est pas revenu sur le traité de Rome. En outre, l'Europe accompagne un mouvement historique de moyenne période qui est celui de l'ouverture des frontières : les biens circulent, les capitaux aussi, les entreprises se déplacent. L'Europe n'a pas créé ce mouvement d'ouverture, mais elle est utile parce qu'elle le canalise au mieux de l'intérêt des pays membres de la CEE.

Il faut souligner ce point : en raison de l'ouverture des frontières, les États perdent de leur capacité fiscale (baisse de la TVA sur les produits, baisse de la taxation sur l'épargne etc.) et cherchent à la récupérer en s'efforçant d'attirer les entreprises étrangères sur leur territoire : Disneyland est l'exemple le plus spectaculaire. Mais ce n'est pas un exemple édifiant : on pouvait, si on le jugeait utile, attirer Disney sur notre territoire en posant nos conditions. C'est ce qu'on fait les Japonais, en exigeant que la société de gestion du parc Disney soit 100% japonaise. Vous savez les privilèges que nous avons, quant à nous, accordés aux Américains...

Il reste que ce mouvement d'ouverture des frontières tend à consacrer une certaine suprématie des entreprises sur les États, de l'économique sur le politique.

● **Royaliste :** Les milieux dirigeants ont-ils conscience de cette évolution ?

J.-F. Bensahel : Ils font comme s'ils en avaient conscience, comme s'ils considéraient bonne cette suprématie relative des entreprises sur les nations, qui est aussi une suprématie du nomade sur le sédentaire : c'est à dire, en filigrane, un risque d'éloignement entre les élites et le peuple. Cette séparation entre les entreprises et l'État, et entre les élites et le peuple est un phénomène qui entraîne deux sortes de risques. - D'abord, le risque d'une dislocation des États : les pays qui réussissent

sent sont des pays où le dialogue est maintenu entre les entreprises, l'État et le reste de la société. Ce dialogue existe au Japon, mais pas en France où, même dans le secteur privé, il n'y a pas d'esprit commun : une entreprise préfère s'associer avec un partenaire étranger plutôt que de s'allier avec un concurrent français - pensez à la guerre entre Renault et Peugeot, qui doit faire bien rire les Allemands ! La France est mal adaptée à la logique d'ouverture des frontières, alors que les pays anglo-saxons la trouvent toute naturelle car l'économie est pour eux prioritaire. Nous avons, quant à nous, le sentiment que la réalité nous échappe, que nous ne pouvons plus peser sur les décisions.

- Ensuite, il y a cette idéologie europhiste qui s'est créée avec le mouvement d'ouverture des frontières. C'est une idéologie de type anglo-saxon, qui s'inspire de la logique du combat : il faut gagner, car celui qui gagne a une valeur particulière, ou parce que le vainqueur est le produit heureux de la sélection naturelle. Il y a donc une apologie de la concurrence économique entre les individus, les nations et les empires - les États-Unis se considérant comme la nation élue de la compétition internationale. D'où le privilège ahurissant donné au droit de la concurrence : à la limite, le patrimoine de chaque pays devrait être intégralement soumis à ce principe de la concurrence entre tous et dans tous les domaines. C'est ainsi qu'une part importante du potentiel industriel américain est passé sous domination japonaise. De ce point de vue, les Français sont passés d'un extrême à l'autre - de l'esprit protectionniste à l'individualisme. Les grandes réformes des années quatre-vingt ont consisté à promouvoir les intermédiaires : or il n'est pas sain qu'un pays en crise envoie toutes ses élites dans les activités d'intermédiation. Ce n'est pas parce qu'il y a des enjeux européens en matière

agricole ou sociale qu'il faut négliger ce qui est aussi et fondamentalement important pour une nation : son système de valeurs, son système éducatif, son système judiciaire. A force de ne plus nous intéresser à l'identité collective du pays, à ce qui constitue le lien social, nous finirons par ne plus avoir envie d'exister. Il faut bien voir que l'Europe ne nous donnera pas cette identité collective. L'Europe dont on parle est une Europe du quantitatif : ce n'est pas de ce côté qu'on trouvera le supplément d'âme qui nous manque aujourd'hui.

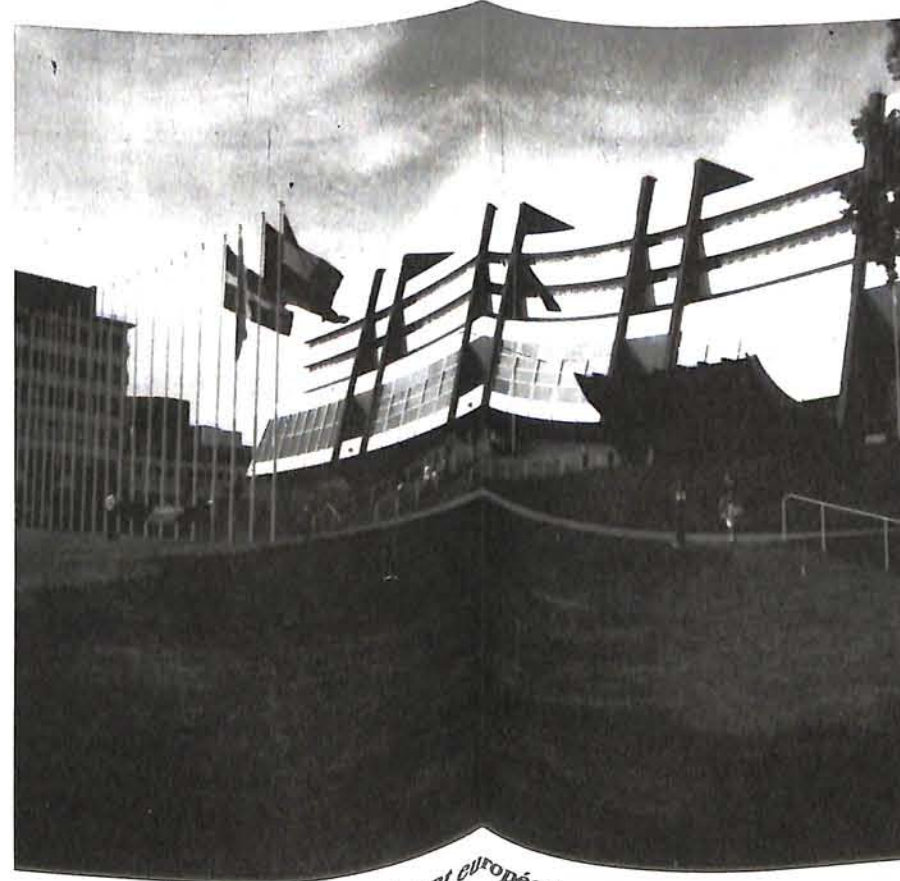
● **Royaliste :** Mais que faire ?

J.-F. Bensahel : La France doit cesser d'avoir peur d'elle-même. Elle doit cesser de chercher ailleurs ses modèles - ce que ne fait aucun autre pays. Nous vantons le modèle japonais, le modèle allemand, sans comprendre les raisons spécifiquement historiques et nationales pour lesquelles nos concurrents obtiennent certains succès. C'est en nous-mêmes que nous devons trouver nos ressources et obtenir un pouvoir d'influence qui est singulièrement réduit. Il faut se souvenir aussi que l'État garde ses pleins pouvoirs en matière de justice, de politique sociale, d'enseignement... Il faut se souvenir que la France à une politique extérieure indépendante et qu'elle exerce pleinement sa souveraineté - tant il est vrai qu'on ne fera pas de politique étrangère à douze. Nous devons prendre conscience de ses possibilités et les développer. A force de nier les nations, on créera une réaction en sens inverse. La nation n'est pas un monde clos, mais un moyen d'accéder à l'universel. Je ne suis pas nationaliste parce que je pense, comme Bernanos, qu'il n'y a pas d'orgueil à être Français. Mais nous pouvons et nous devons affirmer notre appartenance nationale, car c'est en fonction des nations que l'Europe est possible, et non pas par le biais d'une hypothétique fusion.

Propos recueillis aux Mercredis de la NAR

BIBLIOGRAPHIE

« La France ou la souveraineté menacée » par Jean-François Bensahel - Éditions Odile Jacob - Coll. Politique - 1991 - 270 p. - Prix franco 148 F.



♦ A Strasbourg, le siège du Parlement européen.



SOMMAIRE DU N° 26

DOSSIER « Religion et liberté »

- ◆ Éditorial
- ◆ Entretien avec Raphaël Draï
- ◆ Monarchie et monothéisme chez les Hébreux par François Bourdin
- ◆ État, nation, pouvoir chez Claude Bruaire par Bertrand Renouvin
- ◆ « Essai sur la révolution » d'Hannah Arendt par François Bourdin
- ◆ Faire rendre raison à la raison par Pierre-Paul Zalio
- ◆ A la sortie de la captivité d'Égypte par Jirina Siklova

MAGAZINE

- ◆ Monarchie et démocratie dans le Japon d'après-guerre par Christian Mory
- ◆ Aveuglement idéologique et clairvoyance romanesque par Patrice Le Roué
- ◆ Les mystères du comte de Chambord par Marc Desaubliaux

BULLETIN DE COMMANDE OU D'ABONNEMENT

Nom/Prénom :

Adresse :

commande le numéro 26 de "Cité" et verse 35 F.

s'abonne à "Cité" pour un an (4 numéros) et verse 125 F.

Règlements à l'ordre de "Cité" CCP Paris 23 982 63 N

Libérer le travail

Capitalisme, emploi, transformation sociale : pas de meilleure introduction à l'oeuvre d'André Gorz que celle donnée par l'auteur lui-même.

On dit qu'il y a loin de la vérité connue à la vérité reconnue. Ajoutons que, dans le domaine politique et social, la vérité reconnue doit encore être mise en oeuvre. Les thèses d'André Gorz ont franchi avec succès les deux premières étapes : elles sont notoires, elles sont parfois invoquées dans des essais de gauche (ainsi Jacques Julliard et Laurent Fabius) mais elles ne sont pas entrées dans le

temps (c'est le cas de le dire) en essayant d'appliquer les fausses solutions aujourd'hui à la mode : l'économie de marché n'est faite que pour la satisfaction des plus riches car elle ne fait que répondre aux demandes solvables, comme on le vérifie à nouveau dans les pays de l'Est ; l'actuelle gestion de la « crise de l'emploi » est illusoire dans la mesure où l'économie moderne... éconómise toujours plus d'emploi et que la volonté de

soumettre la rationalité économique (le rentable, le vendable...) au social, donc de restaurer le pouvoir politique dans son autonomie, d'assurer la liberté de choix des citoyens et leur participation aux décisions. Il s'agit, par conséquent, de reprendre autrement la lutte contre l'aliénation capitaliste et contre la gestion technocratique du marché de l'emploi. Comment ? En réorganisant la société dans un souci écologique, en réduisant la durée du travail, en opérant la distinction désormais nécessaire entre l'activité et la rémunération, en « libérant le travail » afin de favoriser les activités créatrices...

Qu'on ne crie pas à l'utopie avant d'avoir examiné les arguments et les exemples donnés ! D'ailleurs, les thèses d'André Gorz sont abondamment discutées à l'étranger, et notamment en Allemagne. Evoquant ces débats, l'auteur nous permet de découvrir les réflexions développées par les intellectuels et par les syndicalistes d'outre-Rhin, ainsi que le programme du Parti Social-Démocrate allemand : là-bas, figurez-vous, les socialistes pensent, contestent, et avancent des idées intéressantes ! Comme leurs homologues français paraissent à la traîne, patauds, vieillots, bêtas... Enfin, pas tous puisque Jacques Delors se passionne depuis longtemps pour la « révolution du temps choisi »...

On rêve, ici, d'un débat qui sortirait du cadre restreint des colloques et des revues pour s'instaurer dans les partis, les syndicats et parmi des citoyens qui sont tous concernés par les thèses d'André Gorz. Qu'importe les hiérarchies, les étiquettes et les calendriers électoraux : il appartient à chacun de hâter ce moment.

Yves LANDEVENNEC

(1) « Métamorphose du travail, Quête du sens », éditions Galilée, 1988, prix franco 153 F.

(2) « Capitalisme, socialisme, écologie », éditions Galilée, 1991, prix franco 153 F.



débat civique et encore moins dans les projets ministériels.

Ce retard est d'autant plus regrettable qu'André Gorz propose une analyse pertinente de la lancinante question de l'emploi et avance des propositions à très longue portée dans le domaine économique et social qui avaient fait voici quelques années l'objet d'un ouvrage capital (1) dont nous avons chaleureusement rendu compte. Ceux qui ne l'auraient pas lu et qui hésiteraient à se plonger dans ce livre quelque peu imposant trouveront dans le recueil de textes récemment publié par André Gorz une excellente introduction à son oeuvre (2). Que nous dit-il de si important ?

- D'abord, que nous perdons notre

redonner aux chômeurs un travail aboutit au développement du travail servile ; et l'utopie anti-industrialiste préconisée par les Verts radicaux « réactualise sous une forme régressive le projet de société communiste ».

- Ensuite, que nous aurions tort de reprendre la tradition du socialisme autoritaire à la manière soviétique, qui est mort de son impuissance à planifier la totalité de l'activité économique et sociale. Mais nous ne pouvons pas non plus nous contenter de l'État Providence qui se contente d'humaniser le capitalisme.

- Enfin, et surtout, que nous devons nous donner un nouveau projet de société dont l'ambition est révolutionnaire. Il s'agit en effet de

Louis Althusser : une vie, une époque

↳ Gérard Leclerc



Le premier tome de la biographie de Louis Althusser que vient de publier Yann Moulier Boutang est à lui seul un monument, d'ores et déjà indispensable à l'histoire des idées et à l'histoire tout court qui sépare les années trente de la disparition du philosophe de la scène officielle du monde. Rarement, l'existence personnelle n'aura été si intimement associée à l'histoire des idées et à l'histoire tout court. Et il le fallait pour comprendre le destin d'un homme exceptionnel, pathétique, dont l'indicible malheur privé se double d'une sorte de chute de l'ange dans l'ordre de l'intelligence et celui de la politique. En deux mots : comment passe-t-on d'une sensibilité royaliste, proche du *Courrier Royal* du comte de Paris et d'une foi catholique nourrie des meilleurs maîtres du Lyon d'avant-guerre, à l'adhésion à un communisme à l'enseignement de Joseph Staline et à l'invention du plus étrange et du plus abstrait des marxismes imaginaires à l'enseignement de l'antihumanisme théorique ? Polémiquement on pourrait répondre : par la médiation du christianisme de gauche, celui qui après la Libération créa toutes les conditions d'une glissade sans retenue du militantisme chrétien au compagnonnage avec le parti, préalable obligé à l'inscription en cellule. Avec toutes les nuances que l'on voudra, c'est bien la vérité, si dure soit-elle à avaler. Bien sûr, il faut y ajouter, pour être juste, ce qui relève de la responsabilité personnelle, du quotient de fatalité et qui se marque de façon tout à fait originale au sein des déterminismes sociaux et du climat intellectuel.

Pour tout percer, aller, au degré maximum d'intelligibilité du cas Althusser, Yann Moulier Boutang a tout lu, tout dépeillé, tout interrogé. Cela suppose des années de travail acharné, un labeur de chartiste, un flair de découvreur de piste ainsi qu'un sens d'enquêteur et pointu qui recoupe toutes ses hypothèses par des vérifications orales et écrites. Le résultat est étonnant, passionnant, difficile à résumer. Volontiers je passerais sur l'aspect intime de l'analyse, évidemment la plus humaine, la plus poignante et qui suppose l'entrée dans l'expérience de la folie, les dépressions, les internements, le meurtre de la compagne, les dix dernières années de retrait du monde. Cette part maudite ne se sépare pas des origines familiales, du mystère caché d'une froideur maternelle. Mais on ne peut faire l'impasse sur tout cela que l'auteur nous livre dans un souci d'authenticité totale et avec une passion qui l'investit complètement dans son sujet. Car de cet homme, il veut que rien ne soit oublié, pas même ses obsèques dont il fait en commençant le récit minutieux pour nous en révéler tous les symbolismes. La biographie est bien le genre qui définit l'ouvrage et on ne saurait - sans le trahir - le tirer exclusivement au profit de l'histoire et des idées. Et pourtant quelle mine ! Quels aspects neufs découverts et qu'on ne pourra plus désormais ignorer.

La biographie intellectuelle commence véritablement avec l'entrée au Lycée du Parc à Lyon en 1936. Spontanément, le khâgneux rejoint ses amis royalistes Chambrillon et Parain, s'inscrivant dans un courant dont Pierre Boutang qui a rejoint la rue d'Ulm à Paris a été l'initiateur. Il ne s'agit pas, à l'évidence, d'un épisode sans importance, car il est significatif d'une inscription dans une culture : « *Le jeune Althusser a bel et bien été un monarchiste sérieux dans ses idées. La rigueur doctrinale et organisatrice qu'il ne va pas tarder à mettre en pratique, il la doit en bonne part à cette école de pensée. Pourtant c'est sur un autre terrain qu'il va la manifester* ». Pour explorer ce moment inconnu du penseur marxiste, Yann Moulier Boutang a dépouillé soigneusement la collection du *Courrier Royal* en cherchant à définir ce qui pouvait différencier cette mouvance royaliste de l'Action Française, sans doute le Roi avant la nation. Mais le jeune Althusser est un catholique fervent, il ne faut pas l'oublier, et la politique se fait d'abord sous le signe de Dieu. Et de ce point de vue il a d'autres fréquentations lyonnaises, d'abord exclusivement religieuses et d'une qualité exceptionnelle : le Père François Varillon, jésuite, l'abbé Jules Monchanin, un autre jésuite le Père Valentin. Il s'agit là de données majeures hors desquelles on ne

peut saisir le cas Althusser. L'auteur de *Pour Marx* a été un chrétien fervent, dont l'enracinement intellectuel et spirituel était d'une profondeur certaine. Et le retournement qui se produit plus tard est à la mesure de cette profondeur, d'autant qu'Althusser n'a jamais perdu vraiment le contact avec ses points de repères premiers. En particulier, ces trois maîtres lyonnais remarquables que furent pour lui Jean Guilton, Jean Lacroix et Henri Hours. Et sur ce point aussi, la biographie nous donne des développements essentiels, car il s'agit de personnalités de premier plan, qui toutes, dans leurs domaines ont donné au jeune homme des références qu'il n'a pas pu oublier. Guilton est hors politique, il incarne la pensée religieuse. Il restera un confident, un ami secourable, un lien avec le christianisme et l'Église.

Jean Lacroix qui a succédé à Guilton représente un autre pôle de la philosophie, personnaliste proche de Mounier et intermédiaire naturel avec un christianisme de gauche, ouvert à certains moments au communisme, au moins comme aspiration populaire. Henri Hours c'est encore autre chose : ancien d'Action Française (mais Lacroix l'a été aussi et qui ne l'a pas été ?) il passera pour un des inspirateurs de la démocratie chrétienne dont il pourfend à plaisir la thématique centrale. Hours est naturellement du côté de l'État, de la tradition régaliennne qui est passée des Capétiens à la République à travers la mutation jacobine de la Révolution. Son portrait était en évidence dans le bureau de la rue d'Ulm. Lui aussi était solidement catholique et son jugement d'historien était un repère solide, au delà de l'évolution idéologique de son ancien élève.

Reste à expliquer le « retournement ». Il y a eu la guerre et la longue captivité. Le prisonnier y a connu des crises sérieuses, mais rien n'indique déjà un passage au communisme. Son compagnon le plus proche, Daël, est encore un royaliste. Il y a probablement eu épreuve de la foi, nuit mystique, mais nullement éloignement du christianisme qui n'interviendra vraiment qu'en 1952. C'est donc le retour à l'École Normale et l'engagement nouveau en politique qu'il faut examiner avec soin pour entrer dans la logique du passage de la foi au communisme. Ce passage - la chose est capitale - va se faire au travers d'une médiation chrétienne, celle des chrétiens progressistes. Encore un point d'histoire qu'il fallait éclaircir et l'auteur l'a fait avec sagacité, même s'il ne prend pas suffisamment de distance avec le livre de François Leprieur (2) qui exigerait une critique qui n'a pas encore été faite. C'est, en effet le mouvement du père dominicain Montuclard, *Jeunesse de l'Église* qui accueillera un Althusser désormais passionné par le marxisme et le parti communiste qui est devenu le principal agent historique mondial. Le glissement est logique, la « connivence » explicable. Une certaine générosité chrétienne subit la fascination de ce grand mouvement d'émancipation du prolétariat, désire de toutes ses forces une collaboration chrétiens-marxistes et dénonce violemment les compromissions de l'institution ecclésiastique avec le capitalisme et la bourgeoisie.

Comment Althusser ne s'y serait pas retrouvé, lui qui, tout en restant attaché à sa culture chrétienne voue désormais son travail philosophique à un marxisme éclairé par ses origines hégéliennes. Mais c'est encore un autre beau sujet, sur lequel Moulier Boutang nous éclaire à l'aide du mémoire de D.E.S qui nous donne une idée inattendue du génie spéculatif du théoricien de l'antihumanisme. Ce marxisme n'est pas vu du côté de Feuerbach mais du point de vue du philosophe qui a opéré la mutation du christianisme en système de l'histoire. Nous voyons apparaître un autre Royaume, une autre Église, un autre Avènement. La clé première du marxisme « scientifique » à venir est hégélo-religieuse. Et il y a encore beaucoup d'autres choses dans ce livre dont nous attendons la suite avec quelque impatience !

Gérard LECLERC

(1) Yann Moulier Boutang - « Louis Althusser, une biographie, la formation du mythe (1918-1956) » - Ed. Grasset - Prix franco 190 F.

(2) François Leprieur - « Quand Rome condamne » - Ed. Plon - 1989 - Prix franco 190 F.

Un coeur simple

Gloria (Margherita Buy), serveuse dans un restaurant de routiers dans un coin perdu d'Italie, rêve du grand amour. Pour passer le temps (activité principale des humains), elle joue aux mots croisés et aux charades. Car rien de plus hasardeux que l'amour. Celui-ci apparaît sous les traits d'Eolo (Paolo Hendel) réparateur et poseur d'antennes paraboliques, Don Juan inguérissable (?). Après une aventure d'un soir avec Gloria, il s'en croit délié. C'était sans compter sur son obstination. Si pour un don Juan l'amour est volage et une aventure amoureuse n'a pas plus d'importance qu'un coup de vent, il en va autrement pour un coeur simple comme Gloria. Quand on le rencontre, il s'agit de ne pas le laisser s'envoler. Malgré les blessures et les rebuffades d'Eolo, Gloria va-t-elle triompher ?

« La Semaine du Sphinx », cette historiette charmante de Daniele Luchetti, réalisateur du remarqué mais néanmoins surestimé « porteur de serviette » (1), nous entraîne dans un dédale de situations drolatiques mais convenues (la fête locale de l'Unita, la scène du couvent) où nous côtoyons des personnages sortis tout droit de la comédie italienne (la mère ombrageuse, le mafioso sympathique, le curé ophtalmologiste), cela ne manque pas de souffle ! Mais l'intérêt majeur du film repose sur l'interprète de Gloria : Margherita Buy, enfin un personnage vivant !

Hugues BOCQUILLON

(1) Voir Royaliste n° 560.

Pour tous vos achats de livres :

Utilisez notre « Service librairie » !

La tragédie cathare

L'historien de la captivante série des « Rois qui ont fait la France » ayant épuisé le sujet, entreprend de relater dans une nouvelle collection « Les grandes heures de l'histoire » des événements intervenant sur plusieurs règnes. Une étape nouvelle dans l'oeuvre de Georges Bordonove, illustrée de magistrale façon.

Il inaugure son projet - auquel nous souhaitons longue vie - par un fort volume sur « La tragédie cathare » (1) dont on sait qu'elle a donné lieu à une abondante et souvent très approximative littérature pseudo-historique.

Quelle est l'origine du catharisme ? Rien de précis ne peut être avancé sur cette doctrine incertaine considérée généralement comme la forme occidentalisée du Bogomolisme. Pour Georges Bordonove, elle ne serait qu'une manifestation parmi d'autres d'un vaste courant de pensée : le dualisme, vision pessimiste du monde, qui a pu pénétrer en Occident à la faveur des croisades qui rétablirent les échanges avec l'Orient. L'hérésie se propage en Europe dès la fin du XIII^e siècle et semble vouloir submerger l'église catholique grandement corrompue (présentant trop souvent le visage désolant d'une institution ayant perdu le sens de son message évangélique). La réaction, inévitable, face à cette contre-église qui ruinait également la société civile, vint du pouvoir séculier ; elle fut brutale. A coup de bûchers, la secte est éradiquée à peu près partout sauf dans les États des Comtes de Toulouse.

Aimable Comté à la civilisation brillante, opulente région de passage sur laquelle Raymond VI, qui aime viscéralement son peuple et sa terre, exerce une autorité tolérante tout en menant une vie privée tumultueuse. Indifférent aux querelles théologiques, il ne s'oppose pas à l'expansion cathare pas plus qu'il ne soutient les efforts pacifiques de reconquête des armes entrepris par l'Église sous l'impulsion de l'éner-

gique Innocent III, un pontife lucide qui s'est fixé pourtant de remettre de l'ordre dans les mœurs et les affaires de l'Église. Convaincu que l'autorité pontificale était supérieure à celle des Rois - doctrines des



« Deux épées » -, il s'arrogeait le droit de juger le comportement des Princes et même de les révoquer en raison de leurs fautes s'il estimait qu'ils étaient indignes d'assumer leurs charges et d'en investir les vrais serviteurs de l'Église. Dès lors que la mission de révangélisation pacifique du Languedoc eut échoué après l'assassinat par les Cathares de Pierre de Castelnau, son légat, la Croisade, au nom de ces principes était lancée, les biens des seigneurs occitans mis « en proie », Raymond VI invité à se soumettre. La tragédie commençait. Au nom de l'évangile, les barons et les cheva-

liers du Nord, sous la direction fanatique d'Arnaud Almaric, abbé de Cîteaux et bientôt celle cruelle de Simon de Montfort, envahissent le Sud hérétique.

Grâce au talent de conteur de Georges Bordonove, s'appuyant sur l'élégance de son style et une connaissance minutieuse des faits, le lecteur suivra aisément le déroulement de ces événements particulièrement compliqués. Une grande leçon d'histoire est ainsi donnée et l'on pardonnera facilement à l'auteur sa sympathie mesurée à l'égard des « Parfaits », en estimant que c'est là, sans doute, le tribut payé à ses ancêtres languedociens.

Leçon politique aussi. Sommé par Innocent III de prendre la tête de la Croisade, Philippe Auguste sagement refusera. Lorsqu'il lui apparut qu'il convenait de faire prendre conscience au Pape des limites de son pouvoir temporel en cette affaire, le Roi, par l'action de son fils, le futur Louis VIII, eut tôt fait de rappeler que lui, le capétien, était le « vrai » suzerain des Comtes de Toulouse. L'oeuvre d'unité est achevée sous la régence de Blanche de Castille par le traité de Paris par lequel Raymond VII cédait à terme le Comté à la France. Le 27 septembre 1249, l'État occitan avait cessé d'exister. Les derniers Parfaits s'étaient consumés dans le bûcher de Montségur trois ans auparavant.

A la dernière page de son livre, Georges Bordonove écrit « Il ne reste guère de cette tragédie que des châteaux usés par les siècles, témoins muets et poignants ». Vous pouvez les découvrir dans le splendide « Les routes cathares » (2), à l'iconographie digne de tous les éloges.

Michel FONTAURELLE

(1) « La Tragédie Cathare » de Georges Bordonove, Editions Pygmalion, Prix franco 150 F.

(2) « Les Routes Cathares » de Dominique Paladilhe et Jean Dieuzaide, Edition Perrin - Prix franco 300 F.



Regroupant par thèmes des articles de *Royaliste*, voici une série de petits dossiers fort utiles pour les propagandistes. Sont déjà parus :

- ♦ Immigration et citoyenneté
- ♦ Éducation
- ♦ La Corse

ainsi qu'une brochure « La N.A.R. en textes » rassemblant tout les textes votés par les Congrès de la N.A.R. de 1982 à 1991.

Tous ces documents se présentent sous la forme de brochures 21x29,7 d'un vingtain de pages et sont vendus au prix unitaire de 14 F franco.

BON DE COMMANDE

Nom/Prénom :

Adresse :

Code/Ville :

commande :

Immigration, Citoyenneté

La Corse

Éducation

La N.A.R. en textes F

et verse x 14 F soit

à l'ordre de Royaliste, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

NUMÉRO SPÉCIAL

Comme tous les ans *Royaliste* suspendra sa parution normale pendant la période estivale.

Un numéro « spécial vacances », plus copieux et spécialement conçu pour faire connaître nos idées à des lecteurs nouveaux sera mis en vente début juillet.

Ce numéro, largement diffusé dans les kiosques, est aussi un outil de propagande qui doit être utilisé par nos lecteurs. Pour en faciliter la diffusion nous avons établi un tarif dégressif particulièrement avantageux : 5 ex. : 45 F - 10 ex. : 70 F - 20 ex. : 100 F. Merci de nous passer vos commandes dès aujourd'hui afin que nous puissions ajuster notre tirage en conséquence.

CONSEIL NATIONAL

Le Conseil national, nouvellement élu par les adhérents de la NAR se réunira à Paris le samedi 27 juin prochain pour sa première réunion de travail.

PIN'S

Nous disposons de différents modèles d'épinglettes (pin's) :

- ♦ Buste de Louis XVI - 23 mm de haut - Prix franco 30 F
- ♦ Buste de Marie-Antoinette - 23 mm de haut - Prix franco 30 F
- ♦ Fleur de lys - 17 mm de haut - Prix franco 28 F

ABONNEMENTS INVENDUS

Ils vous permettent de recevoir tous les quinze jours une certaine quantité d'exemplaires du numéro précédent du journal pour les diffuser autour de vous.

Tarif pour six mois : pour 5 ex. : 84 F - pour 10 ex. : 163 F.

PHOTOS

Des photos du comte de Paris, chef de la Maison de France, sont disponibles à notre service librairie. Elles existent en trois formats.

Tarif franco : format 10x15 : 16 F - format 13x18 : 30 F - format 18x24 : 58 F.

Dans ces trois formats et aux mêmes prix, existent aussi les photos de la comtesse de Paris, du comte de Clermont, du prince Jean.

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 24 F).

● **Mercredi 3 juin** - C'est en 1546 qu'apparaissent pour la première fois en français les termes de « société civile » et de « fanatisme ». Le deuxième mot était appliqué à ceux qui voulaient détruire le premier pour instaurer le Royaume de Dieu. C'est à partir de ce constat historique que Dominique COLAS a écrit « Le Glaive et le fléau » véritable généalogie du fanatisme et de la société civile du 16^e siècle à nos jours. Dominique Colas est professeur de Sciences politiques, il a écrit, entre autres, plusieurs ouvrages sur le léninisme.

● **Mercredi 10 juin** - De tous les maîtres penseurs des années soixante, Louis Althusser fut sans doute l'un des plus mythiques et son influence sur toute une génération d'intellectuels fut très grande. Son itinéraire atypique le mena du catholicisme au marxisme et du royalisme à l'adhésion sans réserve au parti communiste stalinien. Yann MOULIER BOUTANG vient de publier le premier tome d'une monumentale biographie « Louis Althusser » qui, au delà de la vie de son héros, est un panorama précieux de la vie intellectuelle française sur un demi siècle.

● **Mercredi 17 juin** - A la fin de son règne Charles Quint laisse à son fils un royaume d'Espagne au faite de sa puissance. Pendant plus de

cinquante ans Philippe II maintiendra et même accroîtra cet héritage. Champion de la Contre-Réforme, il lance à l'assaut du monde ses armées et ses flottes. Il réactive l'Inquisition, veut contraindre les musulmans à la conversion. L'Histoire nous a laissé le portrait d'un homme de fer, auréolé d'une véritable légende noire. Mais Ivan CLOULAS auteur d'une récente biographie de « Philippe II » nous montre en fait une personnalité à multiples facettes qui ne sont pas toutes aussi sombres.

● **Mercredi 24 juin** - Psychanalyste, mais aussi philosophe et mathématicien, Daniel SIBONY fait avec son dernier livre « Les trois monothéismes » une incursion dans le champ théologique. Il propose à tout un chacun - juif, musulman, chrétien, athée ou indifférent - de relire les textes fondateurs des trois monothéismes, d'écouter les croyants et d'analyser les rapports complexes que les trois religions du Livre entretiennent entre elles et avec leur origine. Daniel Sibony, né dans le ghetto marocain, est familier des Évangiles, lit la Torah et le Coran dans le texte, parle et chante l'arabe, et connaît intimement les peuples qui sont aujourd'hui violemment confrontés à la question de leur origine.

INVITATIONS POUR LES MERCREDIS DE LA NAR

Pour recevoir régulièrement les invitations pour nos réunions des « mercredis de la N.A.R. », faites-nous en la demande.

Pour des raisons d'économie nous n'envoyons le programme qu'aux personnes l'ayant demandé explicitement

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Le bon usage d'une révision

Encore une fois, pourquoi ne pas suivre les opposants résolus au traité de Maastricht - et notamment Philippe Séguin qui a pris avec fougue la tête de la contestation ?

Nos divergences, il faut le souligner, ne portent pas sur l'intention patriotique mais sur l'analyse du texte soumis à ratification et sur les moyens à mettre en oeuvre pour développer le rôle de la France en Europe. C'est dire que Philippe Séguin nous touche lorsqu'il rappelle, en des termes voisins de ceux que nous employons ici, la volonté d'indépendance nationale qui est au coeur du projet français depuis les premiers Capétiens (1). C'est dire que nous le prenons au sérieux lorsqu'il évoque le principe de la souveraineté nationale - aussi inaliénable dans la doctrine républicaine que le fut le royaume de France. Et nous avons toujours combattu, comme le député-maire d'Épinal aujourd'hui, le fédéralisme européen. Mais nous ne retrouvons pas dans l'attitude du gouvernement l'esprit d'abdication qu'il dénonce ni, dans le texte signé à Maastricht, l'implacable logique fédérale qui conduirait à la ruine de la nation.

ASSURANCES

En d'autres termes, nous reprochons aux opposants du RPR et du PC, ainsi qu'aux quelques francs-tireurs socialistes, de prendre leurs craintes pour des réalités et de faire comme si la partie engagée par la France était d'ores et déjà jouée et perdue. N'en déplaise à Philippe Séguin, la France n'est pas dans la situation du Québec, ni d'aucun autre pays inscrit depuis longtemps dans des structures fédérales. Elle n'a pas non plus signé en Hollande l'aliénation programmée de sa souveraineté. Ceci sur le fond. Mais les diatribes de Philippe Séguin et les critiques de certains députés du RPR ont été très utiles puisque les membres du gouvernement, dont l'attitude fut parfois

floue et contradictoire, ont donné des assurances sur des points décisifs et accepté de judicieux amendements au projet de révision constitutionnelle. Heureuse surprise que de voir la majorité et une partie de l'opposition coopérer sur un texte important, à la suite d'un dialogue de belle tenue entre les partisans et les adversaires du traité...

Il reste que les assurances gouvernementales détruisent le reproche d'une



sorte d'abdication de la volonté nationale puisque le Garde des Sceaux a rappelé « le caractère incessible, indivisible et imprescriptible de la souveraineté nationale » (2). Cette confirmation de principe s'est renforcée d'un engagement politique puisque, après quelques cafouillages sur le sujet, le Premier ministre a fait une déclaration solennelle sur le compromis de Luxembourg en précisant que « la France n'a jamais renoncé et ne renoncera pas au droit de protéger, en cas de crise grave, ses intérêts fondamentaux ». Ce qui signifie que nous garderons notre pleine et entière liberté d'appréciation et de jugement, le caractère irréversible de l'union européenne n'étant qu'un voeu politique.

Telle qu'elle a été adoptée par l'Assemblée en première lecture, la révision constitutionnelle est venue confirmer ces excellentes intentions gouvernementales :

- le texte du projet de loi heureuse-

ment amendé dispose en effet que la France consent sous réserve de réciprocité « aux transferts de compétences nécessaires » à l'établissement de l'union économique et monétaire. Il est clair que ce consentement limité et conditionnel n'affecte pas le principe de la souveraineté nationale. Le risque d'une dérive fédérale est donc écarté en droit.

- de plus, le texte précise que le gouvernement est tenu de soumettre au Parlement « les propositions d'actes communautaires comportant des dispositions de nature législative » : désormais associé à la mise en oeuvre de ces actes, l'Assemblée nationale et le Sénat pourront s'y opposer. Il est vrai que se sera seulement sous forme d'avis ; mais on voit mal comment Matignon ou Bruxelles pourraient passer outre, surtout si l'opposition exprimée par les représentants du peuple français est cohérente et massive.

VIGILANCE

Voici donc l'affaire de Maastricht réduite à de plus justes proportions - celle d'une union entre États souverains - et débarrassée de cet esprit supranational fort imprudemment évoqué en décembre par Roland Dumas. Faut-il pour autant laisser éclater une joie sans mélange ? Certainement pas. D'abord parce que la « citoyenneté européenne » (mal pensée ou pas pensée du tout) renforcera le sentiment d'exclusion des résidents étrangers qui n'appartiennent pas à des pays membres de l'Union. Ensuite parce que nous acceptons, comme le montre Jean-François Bensaï dans ce numéro, une idéologie néo-libérale contraire à nos valeurs et dont le coût social est élevé. Enfin, la mise en oeuvre du traité de Maastricht ne relèvera pas des arts mécaniques mais de la volonté de l'État : intelligence du projet, capacité d'analyse, esprit de décision, feront de Maastricht un bon ou un mauvais traité. Cela signifie que la vigilance des citoyens et des parlementaires s'impose. Mais ne faisons pas comme si tout était déjà gagné ou irrémédiablement perdu.

Bertrand RENOUVIN

(1) Discours à l'Assemblée nationale, séance du 5 mai.

(2) Assemblée nationale, séance du 7 mai.